



Appel du Comité National fédéral / 10-11 septembre 2026

L'été 2026 est un nouveau moment de vérité. Face à des canicules et mégafeux parfaitement prévisibles, le recul organisé des services publics a viré au désastre. Ce n'est pas un accident : c'est le résultat de décennies d'austérité imposés par les gouvernements successifs et le patronat. Les SDIS craquent, mais toutes les filières territoriales trinquent : moyens en baisse, effectifs en chute, précarité en hausse, management autoritaire en marche. Les agents et les salariés des collectivités, quant à eux, ces « derniers de corvée » du COVID, ont encore été en première ligne.

Pendant ce temps, plus de 650 milliards d'euros sont consacrés aux exonérations de cotisations, aux cadeaux fiscaux et à la Loi de Programmation Militaire. Pour les services publics : gels de crédits, privatisations, suppressions d'emplois, attaques sur nos droits. En 25 ans, le point d'indice a perdu 32 % de sa valeur. Résultat : depuis juin 2026, 862 000 agent-es publics touchent une indemnité différentielle pour atteindre le Smic, contre 356 000 avant. Après un budget 2026 catastrophique, l'État impose 6 à 10 milliards de gels et prépare un budget pour 2027 encore bien pire.

Face aux attaques contre nos droits, contre les services publics, contre la fonction publique, gagnons l'augmentation des rémunérations, comme l'amélioration des conditions de travail. Cela passera inévitablement par tous les recrutements nécessaires. Oui nos revendications sont urgentes, légitimes et finançables !

Dans ce contexte le CNF appelle tous les syndicats de la Fédération à réussir une grande journée de grève et de manifestations le 29 septembre 2026 (voir le tract fédéral). Parce que les retraités subissent également ces budgets de rigueur, ils manifesteront les 14 octobre et 19 novembre prochains.

Notre mobilisation doit être à la hauteur des attaques que nous subissons et des menaces lourdes qui pèsent sur nous dans le cadre des élections présidentielles à venir.

L'extrême droite et ses alliés, poussés par le pouvoir en place commettent leurs méfaits dans de nombreuses collectivités et se voient déjà aux commandes. Mais rien n'est gagné pour les réactionnaires. Dernière en date d'une série de lois liberticides issues des idées du RN, la loi « permis de tuer » qui entend instaurer une « présomption de légitime défense » pour les policiers va être débattue à l'Assemblée nationale. Le 20 septembre, la CGT et un large collectif d'associations, syndicats appelle à participer aux rassemblements et manifestations pour s'opposer à ce projet de loi nauséabond.

Le 21 septembre, nous manifesterons pour la paix et le 26 septembre, nous manifesterons pour le climat, la paix et les solidarités.

La situation internationale a été abordée dans les débats du CNF. La Fédération CGT des services publics, qui s'est engagée depuis le début pour dénoncer le génocide en cours en Palestine appelle l'ensemble de ses syndicats à participer aux rassemblements et manifestation le 10 octobre dans le cadre de la journée internationale appelée par la coalition « Stop the war » pour affirmer notre soutien au peuple Palestinien.

Notre première étape dans cette campagne s'annonce d'ores et déjà comme un succès : le 24 septembre plus de 500 militants de la fédération, venus de toute la France se réuniront à Montreuil dans le cadre des Etats généraux des services publics territoriaux. Nous y affirmerons que nos revendications sont indispensables pour répondre aux urgences sociales.

Le 29 septembre à nous d'organiser une démonstration de force. Multiplions les préavis de grève !

Les mobilisations à venir sont autant de points d'appui pour mener une campagne électorale offensive, multiplier les listes et gagner dans le plus de collectivités possibles pour pouvoir peser localement, mais aussi dans les débats à venir dans le cadre des élections présidentielles.

Nous sommes les indispensables ! Ensemble, imposons nos revendications pour nos salaires, nos droits et nos services publics.

www.cgtservicespublics.fr